

ENTENTE EN VERTU

DE LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES

ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION

DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (L.R.Q., c. A-2.1)

ENTRE

L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, organisme institué en vertu de la *Loi sur l'Institut de la statistique du Québec* (L.R.Q., c. I-13.011), ayant son siège au 200, chemin Sainte-Foy, 5^e étage, Québec (Québec) G1R 5T4, agissant par M. Stéphane Mercier, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes;

ci-après appelé l'« Institut »,

ET

LA RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC, personne morale de droit public, légalement instituée en vertu de la *Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec* (L.R.Q., c. R-5) et ayant son siège au 1125, Grande Allée Ouest, Québec (Québec) G1S 1E7, agissant par M. Marc Giroux, président-directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes;

ci-après appelée la « Régie ».

ATTENDU QU'en vertu de l'article 2 de la *Loi sur l'Institut de la statistique du Québec* (L.R.Q., c. I-13.011, ci-après appelée la « *Loi sur l'Institut* »), l'Institut constitue le lieu privilégié de production et de diffusion de l'information statistique pour les ministères et organismes du gouvernement et qu'il est le responsable de toutes les enquêtes statistiques d'intérêt général;

ATTENDU QUE le premier paragraphe de l'article 5 de la *Loi sur l'Institut* énonce que pour la réalisation de sa mission, l'Institut peut faire la cueillette, la compilation, l'intégration, l'analyse et la diffusion de l'information et en assurer le traitement de façon à permettre des comparaisons à l'intérieur ou à l'extérieur du Québec;

ATTENDU QU'en vertu du cinquième paragraphe de l'article 5 de la *Loi sur l'Institut*, l'Institut peut fournir aux ministères et aux organismes, dont l'Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais (ci-après appelé l'« Agence »), des services de nature scientifiques ou techniques dans le domaine de la statistique;

Initiales des parties





ATTENDU QUE l'Institut s'est vu confier le mandat d'effectuer pour le compte de l'Agence, l'Enquête régionale Outaouais sur la santé réalisée en vertu de la *Loi sur la santé publique* qui confère aux directeurs de santé publique, dont celui de la région de l'Outaouais, la responsabilité d'exercer une surveillance continue de l'état de santé de la population de leur territoire et dans le cadre du Plan régional de surveillance de l'état de santé de la population de cette région (ci-après appelée l'« Enquête »);

ATTENDU QUE l'Institut doit, pour la réalisation de ce mandat obtenir des renseignements détenus par la Régie;

ATTENDU QUE le cinquième alinéa de l'article 67 de la *Loi sur l'assurance maladie* (L.R.Q., c. A-29) permet à la Régie de révéler à l'Institut, conformément à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et de la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1, ci-après appelée la « *Loi sur l'accès* »), un renseignement obtenu pour l'exécution de la *Loi sur l'assurance maladie* lorsque cette communication est nécessaire à l'exercice de ses attributions;

ATTENDU QUE le paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 68 de la *Loi sur l'accès* permet également à la Régie de communiquer à l'Institut, sans le consentement de la personne concernée, des renseignements personnels, lorsque cette communication est nécessaire à l'exercice de ses attributions;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 68 de la *Loi sur l'accès* prévoit que cette communication s'effectue dans le cadre d'une entente écrite;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 70 de la *Loi sur l'accès*, une entente visée par l'article 68 de cette loi doit être soumise à la Commission d'accès à l'information pour avis.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 67.3 de la *Loi sur l'accès*, la Régie doit inscrire dans un registre toute communication de renseignements personnels visée à l'article 68 de cette loi;

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :

1. **OBJET**

- 1.1 La présente entente a pour objet de permettre à l'Institut d'obtenir de la Régie la communication de renseignements qu'elle détient dans l'exécution du régime d'assurance maladie, afin de réaliser l'Enquête qui permettra notamment de mesurer l'état de santé physique, mentale et psychosociale de la population de la région sociosanitaire de l'Outaouais, ainsi que certains facteurs associés.
- 1.2 Les renseignements visés par la communication concernent des personnes :
 - a) âgées de 18 ans et plus;
 - b) admissibles à l'assurance maladie;
 - c) possédant une adresse effective dans la région sociosanitaire de l'Outaouais au moment de l'Enquête.

2. PROVENANCE ET NATURE DES RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUÉS

- 2.1 À partir du *Fichier d'inscription des personnes assurées* et des spécifications émises par l'Institut, la Régie doit produire un (1) échantillon en vue de la réalisation de l'Enquête.
- 2.2 Pour toutes les personnes échantillonnées pour participer à l'Enquête, en fonction des spécifications émises par l'Institut, la Régie doit :
- 2.2.1 Retirer toutes celles pour lesquelles un décès a été enregistré puis procéder à l'extraction des renseignements suivants :
- a) identifiant banalisé de la personne assurée;
 - b) nom et prénom;
 - c) adresse complète (numéro civique, rue, numéro d'appartement s'il y a lieu, la municipalité, le code postal);
 - d) numéros de téléphone de jour et de soir (lorsque disponibles);
 - e) réseau local de service;
 - f) groupe d'âge;
 - g) sexe;
 - h) date de naissance (année et mois);
 - i) numéro de strate;
 - j) langue de correspondance avec la Régie;
 - k) nom du conjoint ou de la conjointe, s'il y a lieu ayant la même adresse que le participant potentiel à l'Enquête;
 - l) nombre de personnes ayant la même adresse.
- 2.2.2 Conserver l'identifiant banalisé de la personne assurée étant donné que des travaux supplémentaires peuvent être requis suite à la réalisation de l'Enquête.
- 2.3 L'échantillon de personnes sélectionnées pour participer à l'Enquête est communiqué par la Régie à l'Institut.

3. MODALITÉS DE COMMUNICATION

3.1 Mécanisme d'accès

La communication des renseignements se fait :

- a) sur support informatique et la structure des données respecte le format prescrit par la Régie; et
- b) par messagerie interne, par transporteur sécuritaire ou par télécommunication sécurisée;
- c) entre l'analyste en informatique, chargé de projet, de la Direction de l'analyse et de la gestion de l'information à la Régie et le statisticien, chargé de projet, à la Direction de la méthodologie et de la qualité à l'Institut.

3.2 Fréquence des transmissions de la Régie vers l'Institut

La Régie transmet :

- a) un tableau présentant les tailles de population, ayant pour variable notamment l'âge calculé au 1^{er} février 2013 au plus tard le 14 janvier 2013;
- b) les renseignements concernant cinq mille (5 000) personnes échantillonnées pour l'Enquête au plus tard le 25 mars 2013;
- c) au plus un (1) tableau présentant les tailles de populations liées à des exclusions spécifiques telles qu'é émises par l'Institut; au plus tard le 30 juin 2013.

4. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE LA RÉCEPTION DE RENSEIGNEMENTS

- 4.1 L'Institut reconnaît le caractère confidentiel des renseignements qui lui sont communiqués. À cette fin, il s'engage à prendre les mesures de sécurité suivantes :
 - a) ne divulguer ces renseignements qu'aux personnes autorisées;
 - b) veiller à ce que les personnes non autorisées ne puissent accéder aux renseignements, en appliquant toutes les mesures de sécurité nécessaires;
 - c) n'intégrer, s'il y a lieu, les renseignements communiqués que dans les seuls dossiers des personnes concernées;
 - d) détruire de façon sécuritaire les renseignements reçus lorsque les fins pour lesquelles ils ont été obtenus sont accomplies.
- 4.2 L'Institut s'engage également à :
 - a) aviser immédiatement l'autre partie ainsi que la Commission d'accès à l'information de tout manquement aux mesures de sécurité et de tout événement pouvant porter atteinte au caractère confidentiel des renseignements;
 - b) collaborer à toute enquête ou vérification concernant le respect de la confidentialité des renseignements communiqués.
- 4.3 Au sein de l'Institut, seuls les employés dont les fonctions le requièrent peuvent accéder aux renseignements communiqués par l'autre partie.
- 4.4 Les mesures de sécurité relatives à l'intégrité physique des lieux où sont stockés les renseignements transférés sont conformes aux normes et pratiques en vigueur au sein de l'Institut.
- 4.5 L'Institut s'engage à prendre fait et cause pour la Régie si une poursuite est dirigée contre cette dernière en raison d'un acte ou d'une omission imputable à l'Institut par son fait ou celui de ses préposés, employés ou de ses mandataires.
- 4.6 L'Institut s'engage à n'utiliser les renseignements qui lui sont communiqués, dans le cadre de la présente entente, que pour les fins pour lesquelles ils ont été obtenus. Toutefois, la Régie autorise l'Institut à conserver l'identifiant banalisé de la Régie et à l'utiliser seulement lors de ses communications ultérieures avec la Régie. Dans ce cadre, l'Institut s'engage formellement à garder confidentiel l'identifiant banalisé de la Régie et à ne pas le communiquer à qui que ce soit.

5. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE LA COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS

- 5.1 Les renseignements que la Régie porte à la connaissance de l'Institut sont une copie fidèle de ceux qu'elle détient, sans garantie d'exactitude. L'Institut convient que la Régie ne peut, en aucun cas, être tenue responsable des dommages résultant de la communication ou de l'utilisation d'un renseignement inexact ou incomplet.
- 5.2 La Régie s'engage à tenir un registre de communication et à y indiquer :
- a) la date de chaque communication;
 - b) les nom, titre, fonction et adresse du destinataire et de l'expéditeur;
 - c) la nature des renseignements communiqués;
 - d) les fins pour lesquelles ces renseignements sont communiqués;
 - e) la raison justifiant la communication.
- 5.3 Chaque partie s'efforce de respecter les échéances de l'autre partie, compte tenu néanmoins de ses propres priorités administratives.
- 5.4 Les parties s'informent mutuellement dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours de toute modification à leurs programmes respectifs susceptible, lors de sa mise en vigueur, d'avoir une répercussion sur la présente entente.

6. RÉSILIATION

- 6.1 Chaque partie peut, en tout temps, résilier pour cause la présente entente au moyen d'un avis expédié à l'autre partie par courrier recommandé ou certifié qui indique les motifs et fixe la date de résiliation, laquelle ne pourra être antérieure au soixantième (60^e) jour suivant la date de l'avis.
- 6.2 La partie qui résilie ainsi cette entente ne peut en aucun cas être tenue de payer des dommages et intérêts ou autre compensation à l'autre partie.
- 6.3 La partie qui reçoit l'avis peut, à la satisfaction de l'autre partie, remédier au défaut identifié avant l'expiration du délai imparti pour la résiliation. En pareil cas, l'entente n'est pas résiliée.
- 6.4 Les dispositions relatives à la confidentialité et à l'usage des renseignements communiqués demeurent en vigueur malgré la résiliation de l'entente.
- 6.5 Les règles en matière de fin d'entente, notamment quant à la destruction des renseignements, s'appliqueront dans le cas de résiliation.
- 6.6 La partie qui résilie la présente entente doit transmettre un avis à la Commission d'accès à l'information dans les trente (30) jours suivant la date de résiliation.

7. **DISPOSITIONS DIVERSES**

7.1 Frais

L'Institut assume les frais encourus par la Régie pour l'application de la présente entente incluant les coûts de développement, d'entretien et d'opération, selon les conditions à convenir ultérieurement entre les parties.

7.2 Avis

Tout avis donné en vertu de la présente entente doit être adressé comme suit :

Pour la Régie :

Secrétaire générale
Régie de l'assurance maladie du Québec
1125, Grande Allée Ouest, 8^e étage
Québec (Québec) G1S 1E7

Pour l'Institut :

Secrétaire
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 5^e étage
Québec (Québec) G1R 5T4

7.3 Responsables de l'application de l'entente

En collaboration avec la personne responsable de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels au sein de chaque organisme, les personnes responsables de l'application de la présente entente sont les suivantes :

Pour la Régie :

Directrice de l'analyse et de la gestion de l'information

Pour l'Institut :

Directrice des statistiques de santé

8. **ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE**

8.1 Conformément à l'article 70 de la *Loi sur l'accès*, la présente entente, de même que toute modification éventuelle, entre en vigueur à la date de la dernière signature après avoir reçu un avis favorable de la Commission d'accès à l'information devant être donné au plus tard soixante (60) jours après sa réception, à moins d'un avis de prolongation de cette période par cette dernière, et prend fin lorsque les communications de renseignements prévues à l'article 3.2 seront réalisées.

- 8.2 Si des modifications doivent être apportées à l'entente par l'une ou l'autre des parties, la nature de celles-ci doit être précisée et ces modifications doivent être transmises par courrier recommandé ou certifié au moins quatre-vingt-dix (90) jours avant la date d'échéance.
- 8.3 La transmission d'un avis de modification n'empêche pas la mise en application de la présente entente. Si les parties ne s'entendent pas sur les modifications à apporter à l'entente, celle-ci prend fin, sans autre avis, au terme des quatre-vingt-dix (90) jours prévus à cet effet.

EN FOI DE QUOI, la présente entente est signée en deux (2) exemplaires.

L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC,



Stéphane Mercier,
Directeur général

2013-3-18
DATE

LA RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC,



Marc Giroux,
Président-directeur général

13-03-25
DATE